

**Intervention de M. Teufel,
Ministre-Président du land de Baden-Württemberg
(membre de la Convention;
Représentant du
Bundesrat allemand)
dans le débat général
«Qu'est-ce que les Européens
attendent de l'Union européenne»
à la Convention sur l'avenir de l'Europe
du 21 au 22 mars 2002 à Bruxelles**

- Seul le texte prononcé fait foi! -

Adresse,

L'histoire de l'Union européenne est placée sous le signe du succès depuis plus de 50 ans. L'Europe de demain sera marquée par l'élargissement de l'Union européenne. Qu'attendons nous, en tant que citoyens et citoyennes, de l'Union européenne à l'avenir?

Nous devrions nous fixer des objectifs ambitieux: l'Union européenne élargie doit rencontrer encore plus de succès que l'Union actuelle. Nous n'atteindrons ces objectifs que si nous réussissons à préparer l'Union européenne aux défis qui sont notamment liés à l'élargissement. Pour ce faire, nous devons surtout rendre l'Union européenne plus compréhensible et donc plus proche du citoyen. Si nous ne réussissons pas « à emmener les citoyens et citoyennes sur le chemin de l'Europe », nous les laisserons au bord de la route et le projet sera voué à l'échec.

Mais je suis optimiste : en incluant la société civile, nous sommes déjà sur la bonne voie dans la Convention. Mais ce sont les résultats qui comptent.

Il faut développer un concept en vue d'un modèle durable pour l'avenir de l'Europe. Une chose est certaine : dans cette Convention, c'est beaucoup plus qu'une simple réforme (supplémentaire) de l'Union européenne qui est en jeu. Il s'agit pour l'Europe de jouer un rôle actif dans le monde. Mais il s'agit également de la cohésion interne d'une nouvelle UE élargie.

Que devons-nous faire pour préparer l'Union européenne à l'avenir ? Tout d'abord, nous devons changer de perspective : nous devons envisager les choses à l'échelon européen, mais nous ne devons pas considérer uniquement le niveau européen. A la recherche d'un futur modèle de l'Europe, nous ne devons pas perdre de vue ses fondements, ses bases. L'Europe de demain doit avoir une structure fédérale et subsidiaire. Il faut la construire de bas en haut, en fin de compte, sur la base de l'autonomie administrative communale.

Ce sont les villes et les communes, les régions et les länder ainsi que les Etats membres, qui sont décisifs pour la vie quotidienne de nos citoyens : nous devons donc penser l'Europe de bas en haut, et non de haut en bas.

Tout en appliquant le principe de subsidiarité, la Convention devrait d'abord parler d'une organisation des compétences qui définisse clairement les compétences du niveau national et du niveau européen : que-peut faire le niveau européen, quelles sont les tâches et les compétences que doivent assumer les Etats membres et ses régions – donc, en Allemagne, les länder ?

Dans une énumération des compétences, il faudrait également définir les compétences des Etats membres, dans lesquelles l'UE n'a pas le droit de s'ingérer. J'évoque comme exemple l'organisation interne de l'Etat avec l'autonomie administrative communale et les services publics de base.

La Convention doit arriver à un consensus sur les questions suivantes :

- Qu'est-ce qui sera, à l'avenir, géré au niveau européen ?
- Qu'est-ce qui continuera à être géré au niveau national ?
- Qu'est-ce qui sera à nouveau géré au niveau national ?

Je vous rappelle, dans ce contexte, les propos du Président de la Commission européenne, M. Prodi, lors de l'ouverture de la Convention.

Permettez-moi de vous les répéter : « seules les matières qui ne peuvent être traitées au niveau inférieur doivent l'être au niveau européen. Il s'agit d'un modèle européen qui s'organise de bas en haut ! »

L'organisation des compétences est, par conséquent, la première question cruciale. Quand nous disposerons d'une réponse claire, le deuxième pas suivra automatiquement : Dans tous les domaines où l'Union sera compétente à l'avenir, elle doit être forte et capable d'agir aussi bien vers l'intérieur que vers l'extérieur. Elle doit devenir plus démocratique, plus transparente et plus efficace. A ce moment là, elle sera aussi plus proche des citoyens.

Telle est la mission que les citoyens de l'Europe nous ont confiée.